

Jérusalem ou al-Kods ?

Le choix de l'Union européenne et ses implications¹

Bat Ye'or

Née en Egypte, déchue de sa nationalité et forcée de s'expatrier, s'est spécialisée dans l'étude de la condition des Juifs et des Chrétiens sous l'islam. Dernier livre paru *L'Europe et le spectre du Califat* (Les Provinciales, 2010).

L'ampleur internationale de la campagne de diffamation et de délégitimation d'Israël ne permet pas de discerner d'où proviennent les coups, ni quelle en est la source motrice originelle. Or le centre opérationnel et stratégique de cette guerre diffuse visant à remplacer Jérusalem par al-Qods (ou al-Quds) est l'OCI : l'Organisation de la Conférence Islamique qui regroupe les pays musulmans ou à majorité musulmane.

Le réseau de l'Organisation de la Conférence Islamique

Créée en 1969 cette gigantesque corporation religieuse transnationale comprend de nombreux comités subsidiaires. Ses organes embrassent les secteurs théologique, juridique et politique et professent leur enracinement dans le Coran et la Sunna. Dès 2000, l'OCI revendique dans de nombreux documents sa mission de parler au nom de l'Oumma, la communauté musulmane universelle qui intègre aussi les musulmans immigrés en Occident. Elle se proclame leur protectrice avec un devoir particulier envers ceux qui, résidant en Europe,

se trouvent exposés aux mœurs et aux idées « immorales » des non-musulmans dont elle fustige constamment l'islamophobie, s'efforçant de la pénaliser dans les instances internationales et auprès des gouvernements européens. Les innombrables officines multiculturalistes, pro-immigration et antisionistes, financées par les Etats européens et l'Union européenne, lui sont totalement dévouées et lui servent de porte-voix dans les sociétés occidentales. Celles pratiquant l'argumentaire culpabilisant l'Occident et la victimisation des Palestiniens se nourrissent à sa sève. En Europe, ses lobbies diffusent ses thèses et bénéficient dans les universités et au niveau international d'une exposition médiatique maximum car ils opèrent avec l'approbation des gouvernements européens et d'Eglises qui leur fournissent un financement officieux et opaque.²

Le double langage pour politique

Cette collaboration Euro-OCI s'effectue par les innombrables réseaux de dialogues, partenariats et associations prêchant la 'diversité et le multiculturalisme' et qui généralement s'attribuent de nobles motivations liées à «la paix, à la justice et aux droits de l'homme». Tirés du verbiage humanitaire, ces idéaux intègrent les principes du jihad et de la dhimmitude, indécélables pour un public européen qui les ignore.

La subversion de ce langage et le détournement du sens apparaissent particulièrement dans les déclarations de l'OCI. C'est ainsi que les ministres des Affaires étrangères des pays qui en sont membres, réunis à New York en septembre 2008, réitérent dans leur communiqué final «leur dévotion pour les nobles principes de paix, [pour] l'humanisme et la tolérance », pour la démocratisation et la transparence, alors que leurs gouvernements représentent des dictatures parmi les plus cruelles et les plus corrompues. Ils affirmèrent que les défis du 21^e siècle exigeaient le ralliement et la solidarité des Etats membres de l'OCI autour des valeurs de l'islam.³ Or aucun pays gouverné par la charia n'applique la démocratie et la liberté religieuse, comprises dans leur sens occidental. Moins de trois ans plus tard les masses arabes se soulevèrent contre l'oppression des régimes représentés par ces mêmes ministres dont les vains discours se glissaient dans des moules linguistiques pour séduire le public occidental.

Alors que ces Etats promeuvent un jihad génocidaire contre Israël, et ne condamnent jamais les massacres de leurs sujets non musulmans, leurs ministres des Affaires étrangères soulignaient l'importance majeure de protéger la diversité culturelle et religieuse, la promotion d'une plus grande liberté d'expression, une tolérance et une compréhension mutuelle accrues entre peuples de cultures et de religions différentes, pour faire progresser l'harmonie de la paix, la liberté et les droits de la justice (§11). Le Communiqué final assurait que «cette diver-

sité ne doit pas être une source de conflits mais plutôt une source de mutuel enrichissement et de dialogue entre les religions, les cultures et les civilisations» (§ 5-11). En dépit de ce respect affiché envers la diversité, les guerres tribales, le fanatisme, les attentats-suicides et les haines religieuses attisées par les gouvernements de ces ministres sévissent dans tous les pays de l'OCI.

La Conférence appela à la libération immédiate du Libyen Abdul Basit al-Megrahi condamné pour le meurtre de 270 personnes dans l'attentat terroriste qui précipita le vol Pan Am 103, sur le village de Lockerbie (Ecosse) le 21 décembre 1988. De même, la Conférence déclara sa pleine solidarité et son soutien au président du Soudan, Omar Hassan al-Bashir accusé injustement selon l'OCI, par la Cour pénale internationale (2009 et 2010) de crime de guerre, crime contre l'humanité et génocide dans le cadre des guerres jihadistes au Soudan.

La nature intangible et sacré du jihad explique les désaccords entre une justice fondée sur les critères du droit occidental et celle basée sur les critères de la charia qui gouverne l'OCI. Compte tenu de la politique de mondialisation et de métissage de l'Union européenne gommant les spécificités historiques, théologiques et juridiques du monde musulman, ces distinctions ne sont guère perceptibles aux Européens. C'est ainsi que cette Conférence, sur la base de la sacralité et de la législation du jihad, affirma avec insistance, que le terrorisme contredit totalement la nature et les enseignements pacifiques de l'islam qui exhortent à la tolérance, au pardon et à la non-violence (§ 135).

Ces quelques remarques nous introduisent dans les ambiguïtés du droit humanitaire, ses abus de langage et les fissures de la justice dont il se prévaut par l'ignorance délibérée des contradictions inhérentes à des systèmes éthiques différents, voire opposés.

La collaboration de l'Union Européenne

Dans son obsession anti-israélienne, l'OCI est confortée et souvent inspirée par des stratèges, des islamophiles ou des diplomates de haut rang de l'UE, trop heureux de mettre obligeamment leurs compétences et leurs innombrables officines anti-israéliennes à sa disposition. L'OCI ayant déclaré que la question palestinienne était la cause suprême de la nation musulmane⁴, l'Europe s'empressa d'en faire aussi la sienne. C'est ainsi que la vie culturelle, sociale et surtout politique de l'Europe s'est *palestinisée*. Au sujet de Jérusalem, les ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'OCI, réunis à New York en 2008 «réaffirmèrent la centralité de la cause d'Al-Qods Al-Sharif pour l'Oumma islamique entière»⁵, déclenchant aussitôt en écho une campagne de délégitimation d'Israël des stratèges de l'UE.

Imitant servilement l'OCI, l'Europe, en effet, s'est créée depuis trois décennies un problème majeur qui la ronge et la détruit. Cette pathologie est la Palestine dont elle a fait le pivot de sa politique internationale, l'ayant transfigurée en symbole de paix et d'harmonie universelle, dans un monde qui ne connaîtrait la justice que par son avènement. Seul obstacle à ce paradis, le machiavélique Israël, oppresseur et usurpateur de la Palestine dont la pureté victimaire est messagère de justice et de paix mondiales. Depuis quarante ans, ce logicien régit les perceptions du conflit israélo-arabe. Tout argument le contredisant est détruit avec une haine pathologique et son auteur mis au ban de la bien-pensance palestino-européenne, imperméable à l'évidence et à la raison.

L'Europe n'ose encore lancer ses armées contre Israël, dont elle prétend défendre l'existence, tout en lui conseillant de se suicider. Elle le combat par les armes iniques de la diffamation, de la propagande, de la haine et tente de détruire son économie par la campagne de boycott, désinvestissement et de sanctions (BDS), qu'elle encourage en finançant des ONGs anti-israéliennes et une campagne d'incitation à la haine. L'Europe prétend que l'existence juive dans son habitat ancestral, la Judée et la Samarie, est une 'occupation', une colonisation. Israël devient ainsi un Etat qui occupe son propre pays ; dans le langage orwellien on parle de 'l'occupation israélienne de la terre palestinienne' qui s'appelle Judée, et non du nettoyage ethnico-religieux des Juifs dans leur patrie; de 'la résistance palestinienne' et non du terrorisme. L'UE utilise tous les stratagèmes pour forcer Israël à se détruire au nom de la Palestine qui apporterait la paix universelle comme les charniers d'Auschwitz devaient purifier l'humanité.

Les trois étapes

Pour mémoire je rappellerai les trois étapes principales qui conduisirent au processus de palestinisation de l'Europe en conformité avec les désirs de l'OCI.

1) La Déclaration des Neufs de novembre 1973 où pour la première fois la Communauté européenne décidait qu'une portion du peuple jordanien formait un peuple palestinien distinct des Jordaniens. Elle reconnaissait Arafat – chef terroriste et homme de main de l'Egypte – comme leur seul président à vie et sommait Israël de se retirer sur les lignes d'armistice de 1947-48. La France avait concocté cette position plusieurs années auparavant et avait réussi à l'imposer à la communauté des Neufs, malgré les réserves de certains pays, dont la Hollande, qui la jugeaient immorale. Du côté arabe, cette initiative obéissait aux conditions émises par la Ligue arabe pour accepter une politique européenne de rapprochement. Du côté européen, elle continuait la politique antisémite et antisioniste traditionnelle durant la seconde guerre mondiale des respon-

sables de la Shoah et leurs collaborateurs, maintenus discrètement dans leurs fonctions dans l'après-guerre. Ainsi démarra le processus officiel du Dialogue Euro-Arabe.⁶

2) La Déclaration de Londres en juin 1977, réaffirmant avec plus d'autorité la même position des Neufs, dépités par le traité de paix israélo-égyptien (1977-1979) qu'ils n'avaient pu, malgré tous leurs efforts, faire avorter.

3) Et enfin la Déclaration de Venise en juin 1980, extrêmement sévère envers Israël et offerte pour consoler les pays arabes furieux de la défection de l'Égypte et de l'échec de l'Europe. De plus la révolution khomeyniste de 1979 ayant diminué l'approvisionnement en pétrole, l'Europe s'efforçait de convaincre les Arabes d'augmenter leur production. La moralisation de la transaction : Israël contre le pétrole, exigeait que l'Etat hébreu fût diabolisé.

Ces déclarations furent émises pour pallier le terrorisme international palestinien en Europe et protéger les intérêts européens au Moyen-Orient ; elles visaient aussi à annuler le boycott du pétrole décrété par la Ligue arabe en 1973 et à effacer les pages noires de la colonisation des pays arabes.

Bien qu'elles se donnent pour morales, ces trois Déclarations punissent Israël de ne pas s'être laissé exterminer par les armées de trois Etats arabes qui l'avaient envahi en 1967, l'Égypte, la Syrie et la Jordanie alliées aux bandes arabes sur le terrain. Elles continuent la politique antisémite de l'Europe nazie et se justifient uniquement par les intérêts économiques et pétroliers européens.

Voici donc le fondement et les motifs de la politique européenne à l'égard d'Israël. S'affichant comme une *doxa* basée sur la morale et la paix, l'Europe drapée dans une éthique spécieuse, tient à l'imposer *urbi e orbi* à Israël.

La guerre pour al-Quds

La déclaration de Venise, en juin 1980, anticipe celle du Sommet Islamique de Fez en septembre 1980 et celui de l'OCI à la Mecque en janvier 1981 qui engageait les Etats musulmans à imposer un boycott politique et économique aux Etats ayant des ambassades à al-Qods al-Sharif, c'est-à-dire Jérusalem pour les Juifs et chrétiens. Ce Sommet Islamique invitait à :

- 1) confirmer l'engagement des États islamiques pour la libération d'Al-Quds l'Arabe, qui doit devenir la capitale de l'État indépendant palestinien, et le rejet de toute situation qui pourrait compromettre la pleine souveraineté arabe sur la ville ;
- 2) confirmer l'engagement des États musulmans à utiliser toutes leurs potentialités de s'opposer à la décision israélienne d'annexer Al-Quds, l'adhésion à la décision d'imposer un boycott politique et économique

aux États qui reconnaissent la décision israélienne, contribuent à son application ou établissent des ambassades à Al-Quds Al-Sharif ;

3) inviter tous les pays à respecter la légitimité internationale en s'abstenant de traiter avec les autorités israéliennes dans toute forme qui pourrait être analysée par ces autorités comme se résumant à une reconnaissance ou une acceptation implicites du *statu quo*, imposé par leur déclaration selon laquelle Al-Quds doit être unifiée et devenir la capitale de l'entité sioniste et, en particulier à inviter tous les pays à s'abstenir :

- a) de signer tout accord à Al-Quds Al-Sharif,
- b) d'effectuer toute visite officielle à Al-Quds,
- c) de mener tout entretien formel à Al-Quds.⁷

Cette déclaration de l'OCI en janvier 1981 appelait à soutenir le Comité pour Al-Quds et à renforcer la lutte de libération des Palestiniens contre le colonialisme et l'occupation sioniste. N'est-ce pas ce que dit exactement l'Europe à Israël, peuple colonialiste et occupant, réfutant par conséquent ses propres racines ? Ne donne-t-elle pas un soutien politique, légal, international et financier au combat palestino-terroriste contre Israël ?

L'influence sur la politique intérieure de l'Europe

Cette connexion politique entre l'OCI et l'Union européenne n'apparaît pas seulement dans le contexte du conflit israélo-arabe mais également dans la politique intérieure de l'Union concernant une immigration musulmane massive en Europe et qui débuta dans les années 1974-75. C'est alors que se met en place une cellule fusionnelle euro-arabe, l'Association Parlementaire pour la coopération euro-arabe (APCEA), qui se charge de transmettre les demandes politiques des pays de la Ligue arabe à la Communauté européenne et s'active à les réaliser en Europe. Dans un opuscule rédigé en 1994, lors de sa dissolution dans l'organisme politique officiel de la Déclaration de Barcelone, l'APCEA se targue d'avoir obtenu la Déclaration de Venise en 1980. Balisant la voie d'Eurabia, ses officines réclamaient la promotion en Europe de la grandeur de la civilisation musulmane, la diffusion de la culture arabe, des modifications de l'enseignement scolaire et universitaire, des comportements spéciaux de déférence et de respect envers les immigrés et leur culture, l'importation de mœurs instituant des séparations religieuses (juridiction de la dhimmitude), et l'instauration du multiculturalisme. Ce dernier évolua rapidement vers un multicommunautarisme évoquant les régimes instaurés sur les terres conquises des empires arabes et turcs fondés sur le jihad et la dhimmitude.

Les conditions d'implantation d'une immigration qui devait transformer profondément l'Europe ainsi que la politique des Neufs envers Israël furent discutées conjointement dans les résumés des réunions bisannuelles officielles de l'APCEA (Dialogue Euro-Arabe) conduites sous une coprésidence arabe et européenne parrainée par le Secrétaire-Général de la Ligue arabe et la Commission européenne. Cette collaboration entre l'Europe et l'OCI résulte des innombrables réseaux unissant ces deux entités tissés à tous les niveaux au cours de décennies. C'est ainsi que l'OCI réussit, sans grands efforts il est vrai, à palestiniser les secteurs politiques, culturels et médiatiques de l'Europe et à islamiser sa démographie.

La palestinisation et la démission de l'Europe

Palestiniser cela veut dire quoi ? En premier lieu, cela veut dire créer un peuple qui se substitue à Israël, qui s'en arroe l'histoire et par conséquent la légitimité. D'où la délégitimation d'Israël, Etat intrus de la région et de l'histoire. La Palestinarisation de l'histoire, c'est la négation de l'identité et des droits historiques et culturels d'Israël dans sa patrie y compris la Judée, la Samarie et Jérusalem.⁸ Pour l'OCI ce processus s'inscrit dans la théologie islamique qui ne voit dans la Bible qu'une version falsifiée du Coran. Selon l'islam, l'histoire biblique est une histoire islamique, et les personnages bibliques que nous voyons représentés dans les églises sont tous des prophètes musulmans qui n'ont pratiquement aucun rapport avec les faits rapportés dans la Bible.

Ce contexte explique l'islamisation du patrimoine religieux juif et chrétien, démarche qui implique la négation de l'identité de ces deux religions, puisque le christianisme se conçoit comme issu du judaïsme dont il a adopté les Ecritures. Si la Bible est un récit islamique, le christianisme aussi et non le judaïsme seulement, sont tous deux des falsifications de l'islam. La négation de l'histoire biblique à laquelle s'est assidûment attelée l'Europe en prétendant qu'Israël était un intrus colonisateur dans sa propre patrie – c'est-à-dire en contestant les droits historiques des Juifs dans leur patrie – supprime également l'histoire chrétienne et confirme l'interprétation coranique niant l'historicité de la Tora et des Evangiles.

Or s'il n'y a pas eu d'histoire d'Israël ni des Evangiles, mais seulement l'histoire d'Ibrahim, d'Ismaël, de Issa – le Jésus coranique – si tous les rois et les prophètes bibliques étaient musulmans, alors dans quoi s'enracine l'Occident ? Ne serait-ce pas dans le Coran ? Telle est la conséquence logique du choix de l'Europe quand, furieuse du retour des Juifs à Jérusalem en 1967, elle décida délibérément de les en chasser pour remettre leur patrimoine à ceux qui l'avaient occupée depuis 1948 sans aucune légitimité. En un mot, si les Israéliens sont des

colons étrangers, des occupants de leur propre pays, c'est qu'ils n'y ont pas de passé, pas d'histoire et si le judaïsme n'est qu'un ramassis de falsifications, il en est de même par conséquent du christianisme. Si Israël n'a jamais existé dans le passé, sa restauration moderne n'est qu'une imposture coloniale sur un territoire sur lequel il n'a aucun droit historique, religieux ni culturel et sa destruction se justifie. A contrario, l'existence historique d'Israël rend l'Europe coupable du crime abominable de génocide consistant à effacer l'existence passée d'un peuple pour lui ôter sa légitimité actuelle ainsi que ses droits humains religieux, culturels et historiques. Sans parler de la participation, de l'organisation et du financement des Etats européens et de la Commission européenne à une campagne internationale d'incitation à la haine et du démembrement d'Israël.

La palestinisation de l'Europe, ce n'est pas seulement son islamisation théologique par le biais du palestinisme, mais aussi une obsession paranoïaque à s'acharner contre Israël, tout en prétendant que c'est pour son bien. Proclamant que la cause palestinienne est celle de la paix et de la justice, que d'efforts, que d'énergie, et quelle violence l'Europe ne met-elle pas pour renvoyer Israël derrière les lignes indéfendables de 1948. Des centaines de milliers de livres, d'actes d'accusation, de discours subvertissent les faits et imposent le mensonge.

Depuis son symposium de 1981, les exigences de l'OCI n'ont pas changé : expulsion d'Israël de tous les territoires qui furent occupés par la Jordanie jusqu'en 1967, y compris Jérusalem, refus de toute renonciation ou abandon d'aucune parcelle de ces territoires, reconnaissance d'une entière souveraineté nationale palestinienne ; rejet de toute situation qui porterait atteinte à la souveraineté arabe sur Al-Quds Al-Sharif ; recouvrement des droits nationaux inaliénables du peuple arabe palestinien, y compris son droit au retour, à l'autodétermination et à l'établissement d'un État palestinien indépendant. Le sommet de la Mecque (1981) recommandait de :

- *souligner l'engagement de libérer tous les territoires palestiniens et arabes occupés depuis l'agression de 1967, y compris la Sainte Al-Quds Al-Sharif ni de renoncer (ou abandonner) à aucune partie de ces territoires ou affaiblir une entière souveraineté nationale sur eux;
- *rejeter toute situation qui porterait atteinte à la souveraineté arabe sur Al-Quds Al-Sharif ;
- *garantir le recouvrement des droits nationaux inaliénables du peuple arabe palestinien, y compris son droit au retour, à l'autodétermination et à l'établissement d'un État indépendant sur son sol, dirigé par l'OLP, seul représentant légitime du peuple palestinien ;

Suit l'énoncé détaillé du plan d'action de boycottage d'Israël, d'une campagne de diffamation au niveau international et de la poursuite de l'offensive de l'OCI par tous les moyens. Cette même stratégie anti-israélienne est répétée et maintenue dans tous ses détails aujourd'hui, même dans les documents de l'OCI, et réaffirmée dans la réunion à New York en 2008 et ultérieurement.

Les droits de l'homme pour tous sauf pour les Israéliens

L'Europe ne dit pas autre chose, ayant choisit al-Qods contre Jérusalem. Le 6 décembre 2010, un groupe nombreux d'anciens chefs d'Etat de l'UE et d'anciens commissaires, c'est-à-dire ceux-là même qui obtempérèrent aux ordres de l'OCI et peut-être même les encouragèrent, adressèrent une lettre aux dirigeants actuels de l'Union leur rappelant les décisions qu'ils avaient décrétées pour Israël et leur demandant d'exiger qu'Israël s'y conforme. ⁹

L'on constate sans surprise que l'UE marche sur les brisées de l'OCI et adopte sa politique : enfermement et ghettoïsation d'Israël dans les lignes indéfendables de 1948, islamisation de la Judée-Samarie et de Jérusalem. Les signataires réclament à l'UE d'exiger qu'Israël cède au second Etat palestinien – le premier étant la Jordanie – 100% des territoires qui furent libérés de l'occupation jordanienne illégale en 1967 avec Jérusalem c'est-à-dire al-Qods comme capitale. Les signataires rappellent que l'UE depuis des décennies (en fait depuis 1973) avait soutenu et financé les institutions et les infrastructures du nouvel Etat qu'elle s'activait à créer au flanc d'Israël. Ces leaders européens reconnaissent les sommes faramineuses versées à l'Autorité Palestinienne, pour construire dans cette enclave israélienne un autre Etat, clairement destiné à détruire Israël. Afin d'obliger Israël à obtempérer à leurs ordres, les signataires réclament avec force une campagne de boycott, sanctions et représailles contre l'Etat hébreu car, affirment-ils sans autres précisions, l'Europe a un intérêt vital dans la création d'un Etat palestinien. Ce qui est en jeu clament les signataires c'est la crédibilité de l'UE et ses bonnes relations diplomatiques et commerciales avec le monde arabe.

La campagne BDS contre Israël repose donc sur deux piliers : l'OCI et l'exécutant de ses basses œuvres, l'UE qui, sous couvert des droits de l'homme, lance sa campagne internationale d'incitation à la haine d'Israël sur la base d'allégations mensongères qu'elle a elle-même concoctées et du déni des droits de l'homme aux Israéliens.

Les noms des signataires de cette lettre passeront à la postérité comme ceux des fondateurs d'Eurabia et de la palestinisation de l'Europe. Parmi les fonctionnaires de l'UE on peut citer: Chris Patten, Javier Solana, Romano Prodi, Benita Ferrero-Waldner ; parmi les chefs d'Etat et les anciens ministres : Richard von Weizsäcker (ancien président fédéral allemand : 1984-94), Helmut Schmidt. Les Fran-

çais sont les plus nombreux de la liste : Hubert Védrine, Hervé de Charrette, Roland Dumas, Lionel Jospin, Jean-François Poncet, et l'ancien ministre anglais du gouvernement Blair : Clare Short.

L'ancrage palestinien dans le nazisme : la déjudaïsation du christianisme

Dans un grand nombre de documents, l'OCI recommande la collaboration avec les Eglises dans le combat contre Israël. Ceci ressort particulièrement lors d'une conférence à Amman en 2004 dans le cadre du Dialogue Islamo-Chrétien. Le thème officiel était la protection des Lieux Saints musulmans et chrétiens en Palestine contre Israël. L'objectif de la Conférence à Amman visait à établir une stratégie mondiale pour la réislamisation de Jérusalem, car, expliquait l'un des conférenciers, Jérusalem est centrale dans l'édifice spirituel de l'entité juive sioniste et son expulsion ferait crouler comme un château de cartes tout cet édifice spirituel et l'entité sioniste.

A cette conférence les orateurs avaient souligné l'importance majeure d'une solidarité islamo-chrétienne dans le combat pour s'emparer d'al-Qods et en chasser Israël. Leurs propositions envisageaient de nombreux projets dont celui du parrainage des lieux saints musulmans et chrétiens d'al-Qods par toutes les mosquées, les églises, les monastères, les institutions musulmanes et chrétiennes du monde entier. Elles préconisaient une vaste campagne médiatique conjointe musulmane et chrétienne au niveau planétaire auprès des Nations Unies, des Etats-Unis et des organisations internationales non gouvernementales pour exposer les mensonges d'Israël. La promotion d'al-Qods se ferait par les films, les télévisions, les chants et les festivals, sous la supervision d'une cellule spéciale musulmane et chrétienne qui y travaillerait avec tous les instruments appropriés.

Dans ce contexte se place la déclaration « Kairos Palestine 2010 » qui accole à Israël les termes : occupation de terres arabes, colonisation, apartheid, tandis que les Palestiniens sont des victimes innocentes résistants à l'occupation et n'aspirant qu'à la sécurité, la justice et la paix. La déclaration « Kairos », il ne faut pas s'en étonner, condamne toute théologie chrétienne basée sur la Bible, ou sur la foi biblique ou sur l'histoire biblique qui légitimerait Israël. Comprenez qui pourra. Supprimer Israël et la Bible... que reste-t-il de la théologie, la foi ou l'histoire chrétiennes ? Le palestinisme chrétien serait-il le camouflage du nazisme qui planifiait la déjudaïsation du christianisme ? Le document se termine par un appel aux individus, aux entreprises, aux Etats à s'engager dans la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions contre Israël. Requête conforme aux exigences de l'OCI et semblable à la lettre des ex-leaders de l'Europe, responsables de la situation actuelle.

L'Europe et le déni de soi

Quelles sont les conséquences du choix d'al-Qods par l'Europe sur son identité, les critères d'évaluation de son histoire, sa politique d'immigration ? L'Europe qui a choisi al-Qods et rejeté Jérusalem, refuse son identité fondamentale. Elle refuse la Bible qui n'est pas seulement un texte religieux énonçant certaines valeurs mais aussi une chronique historique dont l'avènement de Jésus et du christianisme est, pour les chrétiens, l'aboutissement. S'il n'y a pas eu de peuple juif, pas d'histoire ni de géographie bibliques, il n'y a pas de christianisme non plus. Judaïsme et christianisme ne sont alors qu'une énorme aberration, seul demeure le Coran avec le Jésus musulman dont la mission eschatologique est la destruction du Christianisme.

Le choix d'al-Qods remplace la Bible par le Coran. L'Europe sait que l'OCI a décidé de transférer son siège de Djedda à al-Qods. Or l'OCI est considérée comme l'institution la plus adéquate pour représenter le califat universel, sa mission consistant à œuvrer à l'enracinement de l'Oumma universelle dans le Coran et la Sunna. Quelle église pourra se maintenir à al-Qods ? Voulant détruire Israël, l'Eglise détruit ses propres fondements.

Avec un tel rejet de ses racines et de son identité, faut-il encore s'étonner que l'Europe les ait bradées sur son propre territoire ? De même que l'Union européenne n'a cessé de harceler Israël, de lui contester ses racines et ses droits, de même traîne-t-elle devant les tribunaux les courageux Européens qui affirment leur identité, leurs droits et leurs libertés. Transposant sa politique anti-israélienne à l'Europe, l'UE veut y faire table rase des nationalismes historiques et des privilèges des Etats souverains pour transférer à l'ONU dominée par l'OCI, la gouvernance mondiale des pseudo-droits de l'homme. Or les droits essentiels à la sécurité, à leur histoire et à la liberté d'expression des Européens sont réfutés par l'OCI sous l'accusation d'islamophobie. Enracinée dans la civilisation du jihad et de la dhimmitude, elle impose ses propres critères par ses relais européens et onusiens dans son nouvel empire d'Occident. Alors que l'Europe se targue de créer une gouvernance universelle humanitaire¹⁰, l'OCI institue à l'échelle internationale l'ordre coranique des droits de l'homme dans l'islam. La domination de l'OCI sur l'ONU s'est dernièrement illustrée par le rapport Goldstone. Sur son site l'OCI réitère son soutien à ce rapport contenant des accusations de crimes de guerre commis par Israël dans la bande de Gaza en décembre 2008. Ce rapport, selon ce site, fut adopté par le Conseil des droits de l'homme à Genève avec le soutien du groupe islamique qui continue de le défendre dans les coulisses de l'Assemblée générale de l'ONU pour qu'elle le transmette au Conseil de sécurité. L'OCI a réaffirmé son désir de voir adopter son contenu par la communauté internationale comme document international.¹¹

Avec le reniement d'Israël, l'UE s'est reniée elle-même. Elle privilégie l'héritage gréco-romain et supprime celui du christianisme pour complaire à l'OCI et à l'immigration islamique. Si ses instances se résignent à le nommer, elles évacuent son support biblique et donc juif, comme si le christianisme avait surgi dans l'histoire humaine *ad vacuum*. Ce refoulement identitaire témoigne d'une concession de plus à l'islam et à la culture violemment hostile aux Juifs et aux chrétiens qu'il véhicule et qui n'a pas encore été ni reconnue ni répudiée. Jeter judaïsme (Israël) et christianisme (Occident) dans les poubelles de l'histoire, c'est récuser les droits de l'homme, historiques, religieux, culturels et nationaux aux Juifs et aux chrétiens.

La destruction d'Israël permet à l'Europe de se libérer de sa propre identité, objectif central du nazisme. Elle s'affiche mondialiste, multiculturelle et islamique – déterritorialisée dans la vision de Carl Bildt – déculturelle et sans passé, réduite tout juste à une vacuité bonne à accueillir les immigrants et à subvenir à leurs besoins tout en finançant leur développement économique dans leur pays. Comme autrefois quand les princes byzantins payaient des tributs aux Turcs pour les empêcher d'envahir leurs terres, aujourd'hui l'Europe doit payer des rançons aux pays musulmans méditerranéens pour se protéger de l'invasion migratoire. La gouvernance mondiale que l'UE ambitionne d'obtenir par l'élimination des souverainetés et des cultures nationales européennes, la conduit à privilégier l'immigration islamique, facteur de métissage, de rapprochement et de fusion de l'Europe dans l'OCI. Aujourd'hui les partis de gauche promeuvent la politique de l'OCI et de l'Alliance des Civilisations: ouvrir l'Europe pour permettre aux jeunes d'Afrique et d'Asie d'effectuer des séjours de deux ou cinq ans dans l'Union européenne et financer leurs entreprises à leur retour chez eux. Les Européens pourront-ils soutenir leur économie chancelante et celles de l'Afrique et de l'Asie ? Ne sont-ils pas devenus à leur insu les dhimmis de l'OCI, administrés par leurs ministres à son service ?

Eurabia et le Palestinisme émergent d'un même reniement et d'une même politique appliquée à détruire l'Etat-nation, manifestation du génie et de la culture des peuples, condamnés à l'effacement dans l'utopie humanitaire mondialisée. Leurs points communs sont 1) la guerre contre Israël ; 2) la déjudaïsation du christianisme ; 3) la déchristianisation de l'Europe ; 4) la politique conjointe EU-OIC pour renforcer la gouvernance mondiale de l'ONU que l'OCI s'emploie à monopoliser. Cette démarche suicidaire est propre à l'Europe, elle n'existe ni en Chine, ni aux Indes et encore moins dans les pays musulmans. Poursuivie systématiquement sur des décennies par les chancelleries européennes cette politique exigea une infrastructure, des organes et un filtrage du recrutement dans les secteurs politiques, médiatiques et culturels qui écar-

tait systématiquement tout élément perturbateur. La palestination de la politique dès 1973, induisit le contrôle de l'Etat sur la culture et les medias avec l'élaboration d'une pensée autoritaire unique, dictée pour l'ensemble de l'UE par un conclave de commissaires siégeant à Bruxelles.

L'Europe va-t-en-guerre

L'Europe, il est vrai, a renoncé à la guerre intra-militaire pour devenir la mercenaire de celles de l'OCI, soutenant par ses armées, ses réseaux et un financement se chiffrant en milliards, l'avancée islamique sur l'Europe, en Afrique et en Asie, au nom d'une version des droits de l'homme récusée par la charia et politiquement orientée puisqu'elle ignore ceux des populations non-musulmanes. Munie du mandat de l'ONU, c'est-à-dire de l'OCI, l'Europe, au nom « du droit à la protection », peut enfin se livrer à la guerre pour défendre les intérêts de son alliée. C'est ainsi qu'elle facilite la montée des Frères Musulmans en Egypte, amène al-Qaida en Libye et s'efforce de remplacer Israël par le Califat, après avoir déstabilisé les Balkans.

Avec les soulèvements anarchiques du « printemps arabe » (mars 2011), la majeure partie des pays européens et les Etats-Unis, entraînés par la France et son ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, se sont introduits dans les conflits tribaux arabes et africains, invoquant le « droit d'ingérence » et « le droit de protection ». Ces droits cependant, comme nous l'avons dit, s'appliquent sélectivement puisqu'ils ne furent jamais invoqués pour protéger les chrétiens contre les persécutions en Egypte, Irak, Turquie, Algérie, au Soudan, Bangladesh et au Pakistan. Ils ne s'appliquent pas non plus pour protéger les marins pris arbitrairement en otage par les Somaliens. L'Europe trouverait même grotesque et indécent l'invocation de ces mêmes droits contre la banalisation de la haine anti-israélienne, les appels au génocide des Juifs, et contre les pluies de missiles lancées de Gaza sur Israël, ou contre les crimes hideux commis par ses alliés palestiniens sur les civils israéliens. Elle n'a pas non plus réagi à l'islamisation des lieux saints bibliques à Hébron, donc Juifs et chrétiens, par l'UNESCO, obtempérant à la demande de l'OCI. Cette démarche pourtant est une grave atteinte aux droits de l'homme religieux et historiques des Juifs et des chrétiens et contredit le fameux droit humanitaire.

Il est clair que les Européens désireux de restaurer les valeurs essentielles desquelles s'élevèrent les fleurons de leur civilisation, ne pourront progresser que par la destruction des mécanismes occultes greffés, à leur insu par les promoteurs d'Eurabia, sur la récupération de l'héritage nazi maintenu dans l'après-guerre, par ses serviteurs au sein des appareils politiques et diplomatiques. Ce qui semblait dans les années 1970 un petit jeu d'entrechats sur le thème de la

disparition d'Israël dans l'énamourement français pour Arafat, exécuté par un ballet de politiciens et de diplomates européens, s'avère aujourd'hui l'enfer de l'Europe. Ces jours de commémoration de Pâques nous rappellent qu'Israël, dans sa marche de l'esclavage à la liberté donna à l'humanité les principes d'égalité, de dignité humaine inaliénable et de responsabilité individuelle de l'homme. Contre ce message de liberté et des droits fondamentaux imprescriptibles de l'homme, s'acharnent les adeptes du totalitarisme et du système déshumanisant de la dhimmitude, substituant au droit de vivre, l'octroi de la tolérance à l'existence, assortie d'une soumission à des conditions infâmantés.

Pâques 2011.

notes

1. Adaptation d'une conférence donnée à Paris, dans le cadre de 'Raison Garder', le 13 mars 2011 à l'Espace Reuilly.
2. Voir à ce sujet le très complet dossier "Souveraineté sous condition, L'ampleur du soutien des gouvernements étrangers à des organisations politiques en Israel", pp 227-323, in *Controverses* n.15, nov. 2010, Editions de l'Eclat, Paris, 2010 ; et en anglais, les dossiers préparés par Gerald Steinberg NGO Monitor, <http://www.ngo-monitor.org/index.php>
3. Final Communiqué of the Annual Coordination Meeting of Ministers of Foreign Affairs of the OIC Member States, United Nations Headquarters, New York, 26 Sept. 2008, OIC/ACM-08/FC/FINAL, § 4.
4. La Conférence du Sommet Islamique de la Mecque (Janvier 1981) déclarait que «la cause palestinienne doit être considérée comme la cause suprême de la nation musulmane», voir les extraits du Sommet dans Bat Ye'or, *Eurabia, l'axe euro-arabe*, Jean-Cyrille Godefroy, Paris, 2006, annexe 2, p. 326.
5. Final communiqué, § 20, italiques dans le texte.
6. Signalons notamment Walter Hallstein, officier de la Wehrmacht, parvenu sous Konrad Adenauer aux plus hautes fonctions de l'Etat et actif au Ministère des affaires étrangères, premier président de la Commission européenne (1957-1967) et homme politique influent jusqu'à sa mort en mars 1982 ; Hans Globke co-auteur des lois raciales de Nuremberg, ministre du chancelier Adenauer et son ombre grise dans l'après-guerre.
7. La Conférence du Sommet Islamique de la Mecque (Janvier 1981), voir Bat Ye'or, *Eurabia*, p. 328.
8. Voir cette entreprise de subversion de l'histoire menée conjointement par l'Europe et l'OIC dans Bat Ye'or, *L'Europe et le spectre du Califat*, Les provinciales, 2010.
9. Andrew Rettman, "Former EU leaders challenge Ashton on Israel", <http://euobserver.com/9/31477>, December 10, 2010. Voir aussi <http://www.dhimmitude.org/eurabia/EU-Anti-Zionist-Campaign-Unvei>

led.pdf. Une comparaison de cette lettre avec les § 20 à 27 du Final Communiqué témoigne de leurs similitudes.

10. Mathieu Bock-Côté, « L'empire européen universel contre le Souverainisme américain in *Controverses : L'Europe, amie d'Israël ?*, n.16 mars 2011, Editions de l'Eclat, 2011, p. 91.

11. http://www.oic-oci.org/topic_detail.asp?t_id=5154&x_key